

Directrice exécutive

Reference: EXO/2023/501

Mme Anna Bækkel Kjær,
Ministre-conseillère
Représentante permanente
adjoite du Danemark
auprès
des Nations Unies à Genève

Ambassadeur itinérant
Mr John Nkengasong
Coordinateur américain de la
lutte mondiale contre le sida
et haut fonctionnaire du
bureau pour la sécurité
sanitaire mondiale et la
diplomatie
Washington, DC.
Etats-Unis d'Amérique

20 novembre 2023

Excellences,

Au nom de l'ONUSIDA, je tiens à exprimer notre sincère reconnaissance au Multilateral Organization Performance Assessment Network (MOPAN) et aux gouvernements des États-Unis d'Amérique et du Danemark, en tant que responsables institutionnels, pour leur récent rapport d'évaluation du Secrétariat de l'ONUSIDA (2021-2022).

L'ONUSIDA apprécie le retour d'information professionnel, critique et constructif, qu'il s'agisse de cette évaluation ou à travers la fonction d'évaluation indépendante de l'ONUSIDA. En outre, l'ONUSIDA s'est engagé à s'appuyer sur les conclusions de cette évaluation pour faire progresser son rôle de leadership et de coordination, comme le souligne la Stratégie mondiale de lutte contre le sida (2021-2026), afin de « fournir une vision et des orientations stratégiques, et unir les efforts des gouvernements et de la société civile, des communautés, du secteur privé et d'autres partenaires mondiaux, régionaux et nationaux pour engendrer des progrès transformateurs sur le VIH ».

UNAIDS
JOINT UNITED NATIONS
PROGRAMME ON HIV/AIDS

UNHCR
UNICEF
WFP
UNDP
UNFPA
UNODC
UN WOMEN
ILO
UNESCO
WHO
WORLD BANK

20 Avenue Appia
1211 Geneva 27
Switzerland

+41 22 791 4722 office
+41 22 791 4179 fax

unaids.org

Je tiens à remercier tout particulièrement Mme Signe Refstrup Skov, du gouvernement danois, ainsi que Mme Julia Martin et Mme Mamadi Yilla, du gouvernement américain, pour leur leadership et leur appui tout au long de ce processus. Je voudrais également remercier le secrétariat du MOPAN, en particulier Mme Suzanne Steensen et Mme Jolanda Profos, ainsi que l'équipe d'évaluation dirigée par M. Simon Azariah et M. Paul Janssen, pour leur collaboration étroite et professionnelle.

J'apprécie la flexibilité et l'innovation dont a fait preuve le MOPAN en ajustant la méthodologie habituelle pour incorporer une composante prospective, qui prend en compte les changements importants survenus récemment à l'ONUSIDA – notamment l'élaboration d'une Stratégie mondiale de lutte contre le sida audacieuse (2021-2026), un réalignement significatif du Secrétariat, afin que l'ONUSIDA soit mieux aligné pour aider les pays à mettre en œuvre la Stratégie mondiale de lutte contre le sida, et un programme de transformation culturelle organisationnelle approfondi, pour garantir que le lieu de travail du Secrétariat soit égalitaire, sûr et responsabilisant pour l'ensemble de son personnel.

L'annexe ci-jointe présente la réponse de l'ONUSIDA aux conclusions de l'évaluation du MOPAN, ainsi que les efforts en cours et les mesures et étapes orientées vers l'action pour aborder les domaines clés d'amélioration identifiés dans le rapport d'évaluation. Un grand nombre de ces domaines sont déjà en cours de réalisation et un certain nombre de mesures supplémentaires importantes ont été prises pour résoudre les problèmes identifiés en vue d'une amélioration. L'annexe ci-dessous fournit un aperçu plus détaillé des considérations, des points d'action et des futurs calendriers.

Nous réitérons notre engagement en faveur de l'amélioration continue et de l'excellence, et nous comptons sur l'engagement renouvelé de tous les membres du MOPAN pour soutenir l'ONUSIDA sur cette voie, qui est essentielle pour mettre fin au sida et maintenir ces progrès au-delà de 2030.

Je vous prie d'agréer, Excellences, l'expression de ma très haute considération.

Sincères salutations,



Winnie Byanyima

ANNEXE : Réponse de la direction de l'ONUSIDA à l'évaluation 2023 du Secrétariat de l'ONUSIDA par le MOPAN

Introduction

Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) remercie le Secrétariat du MOPAN et l'équipe d'évaluation pour leur travail, ainsi que les diverses parties prenantes pour leur temps et leurs points de vue qui ont contribué au Rapport d'évaluation du Secrétariat de l'ONUSIDA par le MOPAN (l'évaluation). L'ONUSIDA apprécie également les contributions des membres du MOPAN et d'autres États membres et partenaires à l'élaboration de cette réponse de la direction, par le biais de réunions et de consultations ultérieures.¹

L'évaluation fournit des conclusions et des considérations importantes et constructives pour examiner, renforcer et consolider les fonctions clés et la valeur ajoutée de l'ONUSIDA, et fait avancer une série de consultations internes et externes pour articuler une vision et un engagement partagé pour le Secrétariat de l'ONUSIDA et le Programme conjoint à l'horizon 2030 et au-delà.

Comme le souligne l'évaluation, « le Programme commun de l'ONUSIDA a été pionnier en termes de programmation commune des Nations Unies et de gouvernance inclusive aux niveaux mondial et national ». ² En effet, la mission mondiale de l'ONUSIDA et sa valeur ajoutée unique à l'échelon national sont plus importantes que jamais. L'ONUSIDA continue à orienter et à soutenir les progrès mondiaux et nationaux visant à mettre fin à l'épidémie de sida en tant que menace pour la santé publique d'ici à 2030, dans le cadre des objectifs de développement durable. Les progrès réalisés au niveau mondial par rapport à cet objectif ont été considérables : le traitement du VIH a permis d'éviter 20,8 millions de décès liés au sida entre 1996 et 2022, et un nombre record de 29,8 millions des 39 millions de personnes vivant avec le VIH dans le monde recevait un traitement salvateur à la fin de l'année 2022. ³

¹ Les consultations de l'ONUSIDA sur l'évaluation 2023 du Secrétariat de l'ONUSIDA par le MOPAN ont inclus diverses réunions et mises à jour, sur une période de dix semaines, avec des représentants des pays du programme à Genève, le groupe des donateurs de l'ONUSIDA à Genève, la délégation des ONG du Conseil de Coopération du Programme (CCP) de l'ONUSIDA et les Organismes coparrainants de l'ONUSIDA. En août 2023, des réunions internes de l'ONUSIDA ont eu lieu avec l'équipe de haute direction de l'ONUSIDA et les Coordonnateurs mondiaux des Coparrainants. Sur cette base, le 8 août 2023, l'ONUSIDA a envoyé une lettre au réseau MOPAN, avec copie au Bureau du CCP, accusant réception du rapport d'évaluation et lançant sérieusement le processus de consultation et de réflexion. Le cabinet de l'ONUSIDA a également organisé une réunion de l'ensemble du personnel en août pour discuter du rapport. Le 1er septembre 2023, le MOPAN a informé les Missions permanentes, les Coparrainants et les ONG à Genève. Avant la réunion, l'ONUSIDA a publié le rapport d'évaluation sur le site web de l'ONUSIDA. L'ONUSIDA est reconnaissant au Secrétariat du MOPAN d'avoir fait preuve de souplesse en prolongeant la date limite de soumission de la réponse de la direction, ce qui a permis de prendre en compte les résultats de ces consultations.

² « [UNAIDS Secretariat Performance at a Glance](#) », Lettre d'évaluation du MOPAN, août 2023, p. 3.

³ [La voie pour mettre fin au sida : Rapport mondial actualisé sur le sida 2023 de l'ONUSIDA.](#)

Malgré ces progrès, le sida est loin d'être vaincu. Bien qu'il existe un traitement efficace et abordable contre le VIH, 630 000 personnes sont mortes de causes liées au sida en 2022, et neuf millions de personnes supplémentaires vivant avec le VIH risquent de mourir de causes liées au sida si elles ne reçoivent pas de traitement. Les données de l'ONUSIDA indiquent que 1,3 million de personnes ont été nouvellement infectées par le VIH en 2022. En outre, la stigmatisation et la discrimination, les violations des droits humains et les inégalités continuent de constituer des obstacles importants à l'accès et à l'utilisation des services. L'ONUSIDA continue de fournir un leadership mondial et un appui aux pays, aux communautés, et aux partenaires afin de garantir que les services de lutte contre le VIH qui sauvent des vies atteignent tous ceux qui en ont besoin, avec respect et dignité, dans tous les pays et toutes les communautés.

L'ONUSIDA s'est engagé à assurer sa fonction de coordination, en galvanisant le leadership et les partenariats nécessaires pour que les pays atteignent et maintiennent les progrès de l'objectif de développement durable 3.3 - mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique d'ici à 2030. L'ONUSIDA s'est engagé à faire en sorte que la prévention, le traitement, les soins et l'appui en matière de VIH continuent à se développer pour atteindre toutes les personnes qui en ont besoin, conformément à la vision de l'ONUSIDA : *zéro nouvelle infection par le VIH, zéro discrimination et zéro décès lié au sida*. Cet objectif permettra de garantir que l'incidence du VIH diminue et que les lacunes en matière de traitement soient comblées.

Le retour d'information fourni par cette évaluation aidera l'ONUSIDA à concentrer ses efforts pour surmonter les difficultés, renforcer son efficacité dans la coordination du Programme conjoint et la conduite de la riposte mondiale au VIH, ainsi que pour s'assurer que tous les acquis seront pérennisés jusqu'à l'horizon 2030 et au-delà. L'ONUSIDA s'est engagé à utiliser l'évaluation pour informer sur son évolution, sa priorisation et sa concentration sur la mise en œuvre de la Stratégie mondiale de lutte contre le sida, de la Déclaration politique sur le VIH/sida de 2021 et de l'UBRAF (Unified Budget, Results and Accountability Framework). L'évaluation contribue également à notre planification d'un examen à mi-parcours de l'actuelle Stratégie mondiale de lutte contre le sida et à l'engagement des parties prenantes dans l'élaboration de la prochaine Stratégie mondiale de lutte contre le sida et de la vision post-2030 de l'ONUSIDA et de la riposte mondiale au VIH.

Les sections suivantes se concentrent sur les principales conclusions de l'évaluation, en mettant l'accent sur les éléments prospectifs.

Résultats positifs

L'évaluation réaffirme le consensus parmi les parties prenantes mondiales sur la nécessité de maintenir le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida - et donc le secrétariat de l'ONUSIDA - à l'horizon 2030 et au-delà. L'ONUSIDA note également avec satisfaction la conclusion clé de l'évaluation selon laquelle « Même au-delà de 2030, les déterminants sociaux de la vulnérabilité au VIH subsisteront, les populations clés seront toujours affectées de manière disproportionnée, et une réponse

multisectorielle au VIH continuera d'être appropriée et nécessaire ».⁴

L'ONUSIDA se félicite de ces conclusions générales positives ainsi que des points forts supplémentaires du Secrétariat de l'ONUSIDA mis en évidence dans l'évaluation, notamment :

- Le rôle du Secrétariat dans « la conduite efficace du développement de la Stratégie mondiale de lutte contre le sida et dans la conduite du Programme commun dans l'amélioration continue de l'UBRAF en tant que cadre de résultats pour la contribution des Nations Unies à la riposte mondiale ».
- La capacité du Secrétariat à « mener un dialogue politique sur le VIH avec les États membres et à faire progresser les orientations et les normes mondiales ».
- Le rôle du Secrétariat en tant que « fournisseur clé d'informations stratégiques ». Les données sur l'épidémiologie et la riposte mondiales au sida produites par le Service d'information stratégique du Secrétariat soutiennent efficacement la planification stratégique au niveau des pays ».
- Les forces et les réalisations du Secrétariat de l'ONUSIDA et des Coparrainants pour avoir « maintenu l'accent sur les déterminants sociaux du VIH, y compris les droits humains, la stigmatisation et la discrimination, la sexospécificité et d'autres inégalités ».
- Les contributions du Secrétariat à la mise en place « d'accords mondiaux sur le VIH, à la définition et au suivi des objectifs mondiaux en matière de VIH. Il a élaboré un Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités des Nations Unies (UBRAF) et a endossé le leadership au niveau des réponses conjointes des Nations Unies dans les pays prioritaires, y compris l'appui technique à la surveillance du VIH ».
- La fonction « appui à la mise en œuvre dans les pays » de l'ONUSIDA, qui « soutient avec succès les gouvernements nationaux et les partenaires de la société civile par le biais d'équipes conjointes des Nations Unies dans les pays, de conseils techniques, d'enveloppes de financement dédiées et d'un mécanisme d'appui technique ».
- Le rôle du Programme commun en tant que « pionnier en termes de programmation conjointe des Nations Unies et de gouvernance inclusive aux niveaux mondial et national ».
- Le Secrétariat a réussi à mettre en place « une fonction d'évaluation indépendante, pleinement fonctionnelle et dont la qualité est garantie, ce qui lui permet de produire davantage de données analytiques pour la prise de décision programmatique ainsi que des preuves de la contribution du Programme commun aux résultats ».

Comme l'a souligné le Secrétaire général des Nations Unies dans son rapport 2023 à l'Assemblée générale des Nations Unies, « les gouvernements et les communautés, soutenus par l'ONUSIDA, ont été les premiers à adopter des méthodes de travail et à mettre en place des systèmes de santé et des systèmes communautaires qui ont permis

⁴ « [UNAIDS Secretariat Performance at a Glance](#) », Lettre d'évaluation du MOPAN, août 2023, p. 3.

d'inverser la tendance contre le sida et qui sont essentiels pour surmonter d'autres pandémies existantes ou à venir ».⁵

Domaines d'amélioration et Plan d'action

L'évaluation identifie plusieurs domaines importants à améliorer par le Secrétariat de l'ONUSIDA et le Programme conjoint. Comme le souligne l'évaluation, « bien que la fonction de leadership et de plaidoyer mondial du Secrétariat pour la riposte au VIH soit incontestée, le leadership autour d'une vision à long terme pour la riposte des Nations Unies au VIH après l'objectif de "mettre fin au sida d'ici à 2030" reste à être défini ». L'ONUSIDA s'est engagé à continuer d'évoluer afin de répondre de manière efficace et efficiente à la pandémie mondiale de sida, et répond aux domaines suivants, identifiés par l'évaluation comme des questions clés nécessitant une attention particulière :

- 1) Assurer le leadership de la riposte au VIH à plus long terme, d'ici à 2030 et au-delà ;**
- 2) Assurer la clarté et la concentration sur la mission de l'ONUSIDA en matière de VIH ;**
- 3) Renforcer les relations avec les Coparrainants et le fonctionnement du Programme conjoint ; et**
- 4) Relever les défis pour doter l'UBRAF de toutes les ressources nécessaires.**

Après un examen attentif de l'évaluation et des consultations ultérieures avec les principales parties prenantes externes et les Coparrainants de l'ONUSIDA, l'ONUSIDA donne la priorité aux actions clés suivantes qui constituent des éléments essentiels pour permettre à l'ONUSIDA de continuer à faire progresser la riposte mondiale au VIH, de stimuler l'impact du VIH, et de pérenniser les acquis.

Le Secrétariat de l'ONUSIDA a impliqué ses Coparrainants tout au long du développement de ces actions clés et de ce calendrier (voir également le Tableau 1 : Résumé des actions clés et Calendrier) :

- 1) Assurer le leadership de la riposte au VIH à plus long terme, d'ici à 2030 et au-delà**

L'évaluation a souligné qu'au-delà de 2030, « une riposte multisectorielle au VIH continuera d'être appropriée et nécessaire ». Les Coparrainants de l'ONUSIDA, les donateurs, les États membres et les communautés soutiennent fermement l'idée que l'ONUSIDA doit formuler une vision à long terme pour diriger la riposte multisectorielle au VIH d'ici à 2030 et au-delà.

⁵ Garantir une riposte équitable pour mettre fin à la pandémie de sida et accélérer les progrès en matière de santé mondiale et d'objectifs de développement durable : Rapport du Secrétaire général, [N2312989.pdf \(un.org\)](#), 8 mai 2023, p. 16.

Tout au long de son histoire, l'ONUSIDA a suivi l'évolution de la pandémie de VIH et de la riposte mondiale au VIH en s'appuyant sur des données et en menant des consultations. L'ONUSIDA est attentif à l'évolution des besoins et des priorités des pays et a régulièrement révisé la Stratégie mondiale de lutte contre le sida, les objectifs mondiaux en matière de VIH et la structure institutionnelle du Programme commun et du secrétariat en conséquence, dans le cadre des paramètres de son mandat établi par le Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC).

Une autre considération essentielle est que, lors des consultations de l'ONUSIDA sur la gestion de la riposte, la société civile a souligné que les personnes vivant avec le VIH, et les communautés touchées par le virus voulaient être assurées d'un ONUSIDA fort jusqu'en 2030 et au-delà. Cela est considéré comme essentiel pour faire avancer et pérenniser les progrès des pays et des communautés dans la lutte contre le VIH, en particulier pour les personnes les plus marginalisées. En l'absence persistante d'un vaccin contre le VIH ou d'un remède fonctionnel, le Programme commun a un rôle essentiel et unique à jouer pour garantir un accès durable aux traitements salvateurs contre le VIH et faire progresser le développement des nouvelles technologies et l'accès aux nouvelles technologies. L'ONUSIDA doit se prémunir contre le danger d'être « victimes de notre succès » et contre le risque d'un éventuel retour en arrière « lorsque la victoire est déclarée prématurément ».

Une troisième considération est que tout ajustement structurel institutionnel du Secrétariat de l'ONUSIDA et du Programme commun doit garantir que « la forme suit la fonction ». Cela a été le cas en 2021, lorsqu'à la suite de l'adoption de la Stratégie mondiale de lutte contre le sida (2021-2026), le Secrétariat a entrepris sa réorganisation la plus importante depuis la création du Programme commun en 1996. Cette réorganisation structurelle du Secrétariat était nécessaire pour que le Programme commun soit le mieux organisé possible pour aider les pays à mettre en œuvre avec succès l'actuelle Stratégie mondiale de lutte contre le sida. L'ONUSIDA s'est engagé à entreprendre d'autres changements au niveau du Secrétariat et à convenir de changements au niveau du Programme conjoint avec les Coparrainants sous la direction du Conseil de coordination du Programme de l'ONUSIDA (CCP), afin de s'assurer que l'ONUSIDA est adapté à ses objectifs pour l'avenir.

L'ONUSIDA s'est engagé à faire progresser les actions primordiales suivantes afin de garantir le rôle efficace du Secrétariat, un Programme commun solide et une riposte mondiale durable au VIH à l'horizon 2030 et au-delà :

- A. En 2024, le Secrétariat de l'ONUSIDA, en collaboration avec les Coparrainants et les partenaires, **procédera à un examen à mi-parcours de l'actuelle Stratégie mondiale de lutte contre le sida (2021-2026), sur la base des données du Suivi mondial du sida (GAM) de 2023 et d'autres sources**, pour examen par le CCP de l'ONUSIDA en décembre 2024. Cet examen de mi-parcours s'appuiera sur un processus inclusif, transparent et fondé sur des données, et comprendra des consultations avec des partenaires internes et externes. L'examen serait mis en œuvre parallèlement à

l'établissement des priorités de l'UBRAF, afin de garantir une utilisation efficace et efficiente des ressources humaines et financières limitées de l'ONUSIDA. Les résultats de l'examen seront également utilisés pour éclairer l'élaboration de la prochaine Stratégie mondiale de lutte contre le sida, par le biais d'un processus consultatif inclusif, ainsi que la vision à plus long terme de l'ONUSIDA et de la riposte mondiale au VIH au-delà de 2030.

- B. Tout au long de l'année 2024, le Secrétariat de l'ONUSIDA, en collaboration avec les Coparrainants, ***poursuivra le processus d'élaboration et de visualisation de la riposte mondiale au VIH à l'horizon 2030 et au-delà.*** Ce processus permettra d'évaluer de manière critique les besoins pour atteindre 2030 et soutenir la riposte au VIH à l'avenir. Ce processus d'élaboration d'une vision s'appuierait sur les travaux de l'ONUSIDA visant à mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique d'ici à 2030. Le groupe de référence de l'ONUSIDA sur les estimations, la modélisation et les projections, qui comprend des membres des Coparrainants de l'ONUSIDA, a élaboré des scénarios initiaux sur la trajectoire future de la pandémie de VIH, et la planification est déjà en cours pour d'autres consultations en 2024, y compris l'engagement d'autres groupes de référence, organes consultatifs et coalitions de l'ONUSIDA. Le secrétariat de l'ONUSIDA, par le biais d'un processus d'engagement formel, a commencé à formuler une vision pour passer d'une réponse d'urgence à une riposte durable, notant toutefois que des efforts concertés urgents sont encore nécessaires pour une majorité de pays afin d'atteindre les objectifs de 2025.
- C. En 2023 et tout au long de 2024, le Secrétariat de l'ONUSIDA, en collaboration avec les Coparrainants, ***dirigera l'élaboration, la coordination et la mise en œuvre d'un agenda de la durabilité pour la riposte mondiale au VIH, qui englobe la durabilité politique, programmatique et financière.*** Cet agenda sera élaboré en étroite collaboration avec les Coparrainants de l'ONUSIDA, le PEPFAR, le Fonds mondial, les pays et les communautés, les donateurs et d'autres partenaires. Cet agenda prendra en compte les crises financières et d'endettement croissantes auxquelles sont confrontés les pays à faibles et moyens revenus, qui sont également très touchés par le VIH. Par exemple, 60 % des ressources consacrées à la lutte contre le VIH dans les pays à revenu faible et intermédiaire proviennent actuellement de sources nationales. L'ONUSIDA a un rôle essentiel à jouer pour garantir que les engagements politiques, programmatiques et financiers en faveur de la lutte contre le VIH soient maintenus et ne soient pas annulés.

- D. Fin 2024/début 2025, le Secrétariat de l'ONUSIDA **lancera le processus consultatif pour élaborer la prochaine Stratégie mondiale de lutte contre le sida et les objectifs de lutte contre le VIH à l'horizon 2030 (2027-2031)**, pour examen et adoption par le CCP en décembre 2025. Ce processus d'élaboration de la prochaine Stratégie mondiale de lutte contre le sida sera inclusif, transparent et fondé sur des données, et s'appuiera sur les bases posées en 2024 et sur le processus de collaboration utilisé en 2020-2021 pour co-créer l'actuelle Stratégie mondiale de lutte contre le sida. Cela alimentera également le développement du prochain UBRAF (2027-2031), qui sera plus robuste, rationalisé et ciblé afin d'obtenir et de maintenir un impact maximal.
- E. En 2025, en s'appuyant sur les travaux réalisés jusqu'en 2024, le Secrétariat de l'ONUSIDA, en collaboration avec les Coparrainants, **définira une vision à long terme du rôle du Programme commun dans la riposte mondiale au VIH à l'horizon 2030 et au-delà, sur la base d'un scénario de planification fondé sur des données probantes et de larges discussions avec les Coparrainants, les partenaires et au sein du système des Nations Unies au sens large**. Ces consultations guideront d'autres discussions sur la Division du travail et les ajustements de la structure institutionnelle du Secrétariat de l'ONUSIDA et du Programme conjoint au sein du système des Nations Unies au sens large, dans le but de renforcer le rôle du Secrétariat dans la coordination de l'action des Nations Unies en matière de VIH au-delà de 2030.

2) Assurer la clarté et la concentration sur le mandat de l'ONUSIDA en matière de VIH

L'évaluation a noté que « même si la Stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021-2026 et l'UBRAF 2022-26 sont alignés sur les ODD, les informateurs clés des Coparrainants et des grands partenaires mondiaux ont exprimé leur inquiétude quant à la dérive de la mission du Secrétariat dans son rôle de plaidoyer pour le Programme conjoint ».

La création de l'ONUSIDA en 1996 reflétait la reconnaissance de la réponse multisectorielle qui est essentielle dans la lutte contre la pandémie de VIH. L'actuelle Stratégie mondiale de lutte contre le sida repose sur le constat que « nombre des inégalités qui ont facilité la propagation de la pandémie de sida s'aggrave et continue d'attiser la propagation du VIH dans de nombreuses régions du monde. »⁶ L'ONUSIDA a démontré à maintes reprises que ces inégalités qui sous-tendent la stigmatisation, la discrimination et la criminalisation liée au VIH accroissent la vulnérabilité des personnes au VIH et rendent les personnes vivant avec le VIH plus susceptibles de mourir de maladies liées au sida. C'est pourquoi la Stratégie mondiale de lutte contre le sida comporte les objectifs ambitieux 10-10-10 et

⁶ [Stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021-2026 – Mettre fin aux inégalités. Mettre fin au sida. p. 4.](#)

30-80-60.⁷ Depuis l'adoption de la Stratégie mondiale de lutte contre le sida, l'introduction de politiques et de lois plus régressives dans de nombreuses régions du monde a eu pour effet d'accroître la vulnérabilité au VIH et de réduire la capacité des personnes à accéder aux services de lutte contre le VIH et à en bénéficier effectivement, menaçant ainsi d'annuler les progrès réalisés dans la lutte contre le VIH.

Le CCP a approuvé le Plan de travail et le budget 2024-2025 du Programme commun et a demandé au Programme commun de fournir au Conseil un scénario de planification pour le budget 2024-25, avec une affectation prioritaire des recettes anticipées par rapport au plan de travail approuvé et d'assurer une mise en œuvre prioritaire à partir de 2024. Cela, sur la base de la projection annuelle actuelle des fonds pour cet exercice biennal (160 millions de dollars US), du budget de base approuvé (187 millions de dollars US) et du plan de travail entièrement financé (210 millions de dollars US).

L'ONUSIDA s'est engagé à mener les actions primordiales suivantes afin de clarifier et de mieux cibler son mandat en matière de VIH :

- A. Fin 2023/début 2024, le Secrétariat de l'ONUSIDA, en collaboration avec les Coparrainants, **concentrera la planification et la budgétisation du prochain exercice biennal (2024-2025) sur des priorités stratégiques ciblées et à fort impact, axées sur la réduction des nouvelles infections au VIH, la réduction de la stigmatisation, de la discrimination et des inégalités, et la réduction des écarts de traitement, afin d'obtenir un impact maximal.** L'ONUSIDA veillera à ce que le processus de planification du travail et de budgétisation de l'UBRAF 2024-2025 dans l'ensemble du Secrétariat et du Programme conjoint soit aligné sur les priorités stratégiques primordiales suivantes :

1. Faire progresser la prévention du VIH ;
2. Accélérer l'accès au traitement du VIH et aux nouvelles technologies de la santé ;
3. Promouvoir les ripostes communautaires au VIH, y compris les services et le suivi menés par les communautés ; et
4. Assurer un financement équitable et pérenniser la riposte au VIH.

La lutte contre les inégalités liées au VIH, y compris les inégalités entre les sexes, la protection des droits humains, la suppression des lois et politiques répressives et l'élimination de la stigmatisation et de la discrimination resteront essentielles et feront partie intégrante de toutes les priorités générales.⁸

⁷ Les objectifs 10–10–10 stipulent que d'ici 2025, moins de 10 % des pays devraient avoir des environnements juridiques et politiques punitifs qui refusent ou limitent l'accès aux services, moins de 10 % des personnes vivant avec le VIH et des populations clés seront victimes de stigmatisation et de discrimination, et moins de 10 % des femmes, des filles, des personnes vivant avec le VIH et des populations clés seront victimes d'inégalité et de violence entre les sexes. Les objectifs 30–80–60 précisent que d'ici 2025, les communautés fourniront 30 % des services de dépistage et de traitement, 80 % des services de prévention du VIH et 60 % des programmes soutiendront la réalisation des facteurs sociétaux.

⁸ Cette action s'inscrit dans le prolongement de l'engagement pris par le Programme commun à l'égard de la Recommandation 4 relative à l'examen des capacités du Programme commun, qui vise à donner des orientations claires et à examiner ce qui est réalisable dans les contextes où il n'y a pas de présence de secrétariat.

- B. En 2024, le Secrétariat de l'ONUSIDA, en collaboration avec les Coparrainants, **renforcera le plaidoyer et les communications pour mettre en évidence la manière dont les Initiatives stratégiques mondiales mobilisent une attention politique plus large à travers les secteurs et les partenariats dans la riposte au VIH et documenter les liens entre les barrières structurelles et les inégalités qui sapent les progrès dans la riposte au VIH.** Les initiatives stratégiques mondiales de l'ONUSIDA mobiliseront une plus grande attention politique, de nouveaux partenariats et des ressources pour tirer parti de l'approche multisectorielle unique du Programme conjoint en vue d'obtenir des résultats en matière de VIH, au sein et au-delà du Programme conjoint (Coparrainants, donateurs, pays du programme, société civile, etc.) Il s'agira notamment d'adopter une nouvelle approche sur la manière dont le Programme conjoint peut répondre au mieux aux pressions exercées sur les droits humains et l'égalité des sexes, qui continuent de compromettre l'accès aux services de lutte contre le VIH.
- C. En 2024, l'ONUSIDA **utilisera la fonction du Bureau d'évaluation pour examiner le rôle complémentaire du Programme conjoint de l'ONUSIDA dans l'avancement des résultats de la prévention et du traitement du VIH à l'échelon national**, en demandant notamment au Bureau d'évaluation d'examiner comment l'approche multisectorielle et le rôle du Secrétariat de l'ONUSIDA, ainsi que des Coparrainants, soutiennent de manière unique les pays dans l'avancement de la riposte mondiale au VIH et dans la pérennisation de ses acquis à l'avenir.

3) Renforcer les relations avec les Coparrainants et le fonctionnement du Programme commun

Comme le montrent l'évaluation et d'autres études récentes, les relations entre le Secrétariat et les Coparrainants sont devenues de plus en plus « tendues ». Un facteur important de cette complexité est la disponibilité réduite du financement de base de l'UBRAF, y compris pour les Coparrainants. Les ressources de base mobilisées restent très inférieures au budget approuvé par le CCP. Cette pénurie est ressentie de manière plus aiguë au niveau du Centre mondial et des coordinateurs mondiaux des coparrainants, où des décisions difficiles ont été prises concernant l'établissement des priorités et l'allocation des ressources.

L'ONUSIDA note avec satisfaction la conclusion de l'évaluation selon laquelle les relations entre le Secrétariat de l'ONUSIDA et les Coparrainants sont plus fortes au niveau régional et dans les pays.

Le Programme commun a été créé pour galvaniser l'action multisectorielle des Nations Unies derrière une stratégie unique d'appui aux pays et à leurs ripostes au VIH. La riposte multisectorielle de l'ONUSIDA est plus que jamais nécessaire pour mettre fin au sida d'ici à 2030 en tant que menace pour la santé publique et pour pérenniser ces avancées. Le renforcement de relations de travail solides entre le Secrétariat de l'ONUSIDA et les Coparrainants à tous les niveaux est essentiel à l'efficacité et à l'impact du

programme conjoint, et sera encore plus important dans la prochaine phase qui va jusqu'à 2030 et au-delà.

L'ONUSIDA reconnaît que, depuis 2015, le Programme commun n'a qu'une seule fois, en 2020, atteint un financement complet de l'allocation de base de l'UBRAF approuvée par le CCP de 187 millions de dollars US. Comblant le déficit de ressources de l'UBRAF nécessite un effort renouvelé, collectif et commun à travers le programme conjoint. Cela inclut une relation renouvelée et des méthodes de travail plus efficaces entre le Secrétariat et les Coparrainants, ainsi qu'un engagement renouvelé de la part des membres du CCP donateurs, des membres individuels à revenu élevé des groupes de donateurs du CCP et d'autres donateurs potentiels, pour augmenter leur engagement volontaire envers l'ONUSIDA.

Le Programme commun doit suivre l'évolution de la riposte mondiale au VIH. Le Secrétariat note que l'évaluation a inclus des considérations concernant l'examen des principes de coparrainage qui ont été pris en compte par le CCP en 2020. À l'avenir, cette question constituera une priorité d'action pour le Comité des Organismes coparrainants (COC) de l'ONUSIDA et le CCP.

L'ONUSIDA s'est engagé à faire progresser les actions primordiales suivantes afin de renforcer les relations et les méthodes de travail entre le Secrétariat et les Coparrainants à tous les niveaux :

- A. Le Secrétariat de l'ONUSIDA, en collaboration avec les Coparrainants, **maintiendra et développera les exemples positifs de renforcement des relations entre le Secrétariat et les Coparrainants**, y compris la retraite du Programme conjoint de mars 2023, qui incluait les Coordonnateurs mondiaux et les Directeurs exécutifs adjoints, le COC qui convoque les principaux acteurs deux fois par an, et les modèles collaboratifs et transparents de mobilisation de ressources supplémentaires pour le travail essentiel des Coparrainants. L'ONUSIDA continuera également à renforcer la coordination du Secrétariat pour le Programme conjoint et la mise en œuvre dans les pays, ce qui est apprécié par les parties prenantes à l'échelon national, y compris le personnel des Coparrainants. Grâce aux enveloppes nationales, les équipes conjointes sur le sida aux niveaux national et régional seront renforcées afin qu'elles puissent continuer à réaliser efficacement le travail du Programme conjoint et à fournir un appui unique aux ripostes nationales au VIH.

- B. En 2023, le Secrétariat de l'ONUSIDA a **déployé un engagement plus fort du leadership mondial de haut niveau du Secrétariat pour renforcer la relation avec les Coparrainants. Cela a inclus la création du département des relations extérieures et comprendra l'élaboration de procédures opérationnelles standard pour l'engagement avec les Coparrainants à tous les niveaux** – mondial, régional et national – et pour l'engagement et la collaboration entre les directeurs principaux, les Directeurs exécutifs adjoints, entre le Secrétariat et les Coparrainants, et entre les responsables techniques et le personnel dans l'ensemble du programme conjoint. Cet engagement permettra au Programme conjoint de s'adapter à un environnement très dynamique et de corriger le tir pour que les travaux du Programme conjoint restent ciblés, sur la bonne voie et financés de manière optimale dans un contexte mondial de plus en plus instable.⁹
- C. En 2024, le Secrétariat de l'ONUSIDA **établira un groupe de travail animé par un intervenant extérieur entre le Secrétariat et les Coparrainants pour se concentrer sur l'amélioration de la communication interpersonnelle et des discussions autour de la planification, de la budgétisation, de la Division du travail et de la mobilisation des ressources pour l'avenir.** Cela permettra de positionner efficacement le Programme conjoint afin d'attirer des ressources plus ciblées et réservées pour appuyer son travail, et d'être plus clair sur la manière de déployer ces ressources pour tirer pleinement parti des forces individuelles et collectives des Coparrainants.

Comme indiqué ci-dessus, lorsque la vision à long terme de la riposte au VIH après 2030 sera élaborée, l'ONUSIDA mettra en œuvre un examen du Programme commun afin d'ajuster le modèle et le fonctionnement du Programme commun, en fonction des besoins de la riposte au VIH.

4) Relever les défis pour doter l'UBRAF de toutes les ressources nécessaires

L'ONUSIDA estime qu'il est possible de mobiliser davantage de ressources en améliorant les trois lignes d'action énumérées ci-dessus.

Le Secrétariat reconnaît que, depuis 2015, la mobilisation des ressources pour l'UBRAF a été un défi. Après plusieurs exercices biennaux au cours desquels le financement de base du Programme commun n'a pas atteint les montants budgétisés, le déficit de financement de l'UBRAF s'est aggravé en 2022, avec un financement annuel inférieur de 58 millions de dollars au financement intégral et de 35 millions de dollars au financement de base minimum.¹⁰ L'ONUSIDA n'est pas seul à faire face à ce défi - ni dans la riposte mondiale au VIH, ni dans l'ensemble du système des Nations Unies.

⁹ Cette action correspond à la recommandation 8 de l'examen des capacités du Programme commun et y donne suite.

¹⁰ Rapport du Bureau du CCP sur la situation financière de l'ONUSIDA sur la base des recommandations de l'équipe de travail informelle multipartite, décembre 2022.

Des données récentes de l'ONUSIDA indiquent qu'en 2022, le financement international et national de la riposte mondiale au VIH a continué à diminuer.¹¹

Tous les membres du CCP se sont de nouveau engagés à financer intégralement l'UBRAF. En approuvant le Plan de travail et le budget 2024-2025, le CCP a accepté de maintenir le niveau d'ambition et a confirmé que le niveau de financement minimum de l'UBRAF était réalisable si les donateurs suivent les recommandations formulées par l'Équipe de travail informelle multipartite du CCP.¹² L'ONUSIDA s'est engagé à travailler avec les membres du CCP et les membres du MOPAN pour transformer ces engagements en un UBRAF entièrement financé.

La stratégie de mobilisation des ressources de l'ONUSIDA (2022-2026)

¹³reconnait ce contexte difficile et définit des actions clés pour y répondre en :

- Transformer les partenariats de l'ONUSIDA pour maintenir la pertinence et l'engagement avec les donateurs existants, cultiver de nouveaux donateurs, et établir de nouveaux partenariats avec des fondations et des philanthropies pour soutenir l'UBRAF ; un élément clé de cette transformation est la poursuite de l'acquisition et de l'intégration de financements non essentiels (également connus sous le nom de financements affectés) dans l'UBRAF.
- Continuer à créer un environnement favorable en impliquant les hauts responsables du Secrétariat de l'ONUSIDA et les hauts responsables des Coparrainants de l'ONUSIDA dans des efforts spécifiques et ciblés de mobilisation des ressources pour le Programme commun.
- Poursuivre le développement et l'articulation de la valeur ajoutée du Programme commun auprès des donateurs actuels et émergents, y compris en soulignant spécifiquement les réalisations de l'ONUSIDA dans l'ensemble du programme conjoint.
- S'engager dans le développement organisationnel du Programme conjoint afin d'acquérir et de gérer les financements pour mieux réaliser l'UBRAF, et de simplifier et rationaliser ses procédures de gestion et de rapport sur les financements.

¹¹ [La voie pour mettre fin au sida : Rapport mondial actualisé sur le sida 2023 de l'ONUSIDA](#), p. 100.

¹² Équipe de travail informelle multipartite chargée de fournir des recommandations au Bureau sur la situation financière de l'ONUSIDA.

https://www.unaids.org/en/resources/documents/2022/Report_Task_team_Options_Immediate_Funding

¹³ [Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida - Stratégie de mobilisation des ressources \(2022-2026\)](#)

L'ONUSIDA s'est engagé à faire progresser les actions primordiales suivantes afin de relever les défis liés au financement complet l'UBRAF et du Programme conjoint:

- A. Fin 2023, le Secrétariat de l'ONUSIDA, en collaboration avec les Coparrainants, **rendra compte au CCP de sa décision de juin 2023 demandant un budget intégré et une planification de scénario pour le budget 2024-25**, avec une affectation prioritaire des recettes anticipées par rapport au plan de travail approuvé sur la base de la projection actuelle des fonds annuels pour cet exercice biennal (160 millions de dollars US), du budget de base approuvé (187 millions de dollars US) et du plan de travail entièrement financé (210 millions de dollars US) et assurera une mise en œuvre prioritaire à partir de 2024.
- B. En 2023 et au-delà, le Secrétariat de l'ONUSIDA, en collaboration avec les Coparrainants, **accélérera les efforts de mobilisation des ressources pour financer pleinement l'UBRAF, en s'appuyant sur les efforts de la Stratégie de mobilisation des ressources**, afin de maintenir les niveaux de financement de base de ses donateurs existants et d'augmenter le financement autre que de base, conformément à un UBRAF priorisé. En utilisant davantage les fonds extrabudgétaires affectés, le Secrétariat de l'ONUSIDA et ses Coparrainants s'assureront que tous les fonds extrabudgétaires affectés sont cohérents avec la mission et le mandat de base de l'ONUSIDA et continueront à en rendre compte chaque année au CCP et à son Comité consultatif indépendant de contrôle externe.
- C. En 2024 et conformément à la Stratégie de mobilisation des ressources, le Secrétariat de l'ONUSIDA, en collaboration avec les Coparrainants, intensifiera **les efforts de mobilisation des ressources auprès des donateurs actuels, ainsi que les efforts de diversification et d'élargissement de la base des donateurs**. L'ONUSIDA continuera également à tirer parti de son travail avec les équipes de mobilisation des ressources de ses Coparrainants afin de garantir un financement supplémentaire pour l'UBRAF.

Le Secrétariat note que l'ONUSIDA a une gestion fiscale solide tout en travaillant dans un environnement économique difficile. Au cours des dernières années et pendant la période d'examen, le Secrétariat a mis en place des systèmes de contrôle interne et de conformité nettement plus solides. Ces derniers sont complétés par des rapports réguliers au CCP sur l'utilisation du budget, de la réserve et des fonds opérationnels, avec la création d'un comité de surveillance du CCP chargé de suivre de près ces domaines et de donner des conseils sur la poursuite de leur renforcement. Des mesures d'atténuation ont été prises dans l'ensemble du Programme commun pour fonctionner dans les limites des recettes disponibles.

Tableau 1 : Résumé des actions clés et du calendrier

Ligne d'action	Point d'action clé	Calendrier attendu
1) Assurer le leadership de la riposte au VIH à plus long terme, jusqu'en 2030 et au-delà	Réaliser un examen à mi-parcours de l'actuelle stratégie mondiale de lutte contre le sida (2021-2026), sur la base des données du suivi mondial du sida (GAM) de 2023 et d'autres sources.	D'ici décembre 2024
	Poursuivre le processus d'élaboration et de visualisation de la riposte mondiale au VIH à l'horizon 2030 et au-delà	Tout au long de l'année 2024, d'ici juin 2025
	Diriger l'élaboration, la coordination et la mise en œuvre d'un agenda de la durabilité pour la riposte mondiale au VIH - sur les plans politique, programmatique et financier.	Tout au long de l'année 2024, d'ici décembre 2024
	Lancer le processus consultatif pour élaborer la prochaine stratégie mondiale de lutte contre le sida et les objectifs de lutte contre le VIH à l'horizon 2030 (2027-2031)	Fin 2024/début 2025
	Définir une vision à long terme du rôle du Programme commun dans la riposte mondiale au VIH à l'horizon 2030 et au-delà, sur la base d'une planification de scénarios fondée sur des données probantes et de larges discussions.	D'ici à juin 2025
2) Assurer la clarté et la concentration sur le mandat de l'ONUSIDA en matière de VIH	Concentrer la planification et la budgétisation du prochain exercice biennal (2024-2025) sur des priorités stratégiques ciblées et à fort impact, axées sur la réduction des nouvelles infections au VIH, la réduction de la stigmatisation, de la discrimination et des inégalités, et la réduction des écarts de traitement, afin d'obtenir un impact maximal	Fin 2023/début 2024
	Améliorer les communications pour mettre en évidence la manière dont les initiatives stratégiques mondiales mobilisent une attention politique plus large dans tous les secteurs et partenariats de la riposte au VIH et documenter les liens entre les obstacles structurels et les inégalités qui compromettent les progrès de la riposte au VIH.	En 2024
	Utiliser la fonction du Bureau d'évaluation pour examiner le rôle complémentaire du Programme commun de l'ONUSIDA dans l'avancement des résultats de la prévention et du traitement du VIH au niveau des pays.	En 2024-2025

3) Renforcer les relations avec les coparrainants et le fonctionnement du Programme commun	Maintenir et développer les exemples positifs de renforcement des relations entre le Secrétariat et les Coparrainants	En 2023 et au-delà
	Déployer un engagement plus fort du Secrétariat pour renforcer les relations avec les Coparrainants, y compris en établissant un Service des relations extérieures et des procédures opérationnelles standard d'engagement.	En 2023 et au-delà
	Mettre en place un groupe de travail animé par un intervenant extérieur entre le Secrétariat et les Coparrainants afin d'améliorer la communication interpersonnelle et les discussions autour de la planification, de la budgétisation, de la répartition des tâches et de la mobilisation des ressources pour l'avenir.	En 2024
4) Relever les défis pour doter l'UBRAF de toutes les ressources nécessaires	Retour d'information sur les Décisions du CCP concernant l'UBRAF, y compris le budget intégré	D'ici décembre 2023
	Accélérer les efforts de mobilisation des ressources pour financer intégralement l'UBRAF, en s'appuyant sur les efforts déployés dans le cadre de la stratégie de mobilisation des ressources.	En 2023 et au-delà
	Intensifier les efforts de mobilisation des ressources auprès des donateurs actuels et les efforts de diversification et d'élargissement de la base des donateurs.	En 2024

Tableau 2 : Calendrier indicatif (2023-2025) - Actions clés sélectionnées dans le cadre de la réponse de la direction de l'ONUSIDA à l'évaluation du MOPAN

2023	2024	2025
<ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre l'élaboration et la visualisation de la riposte mondiale au VIH à l'horizon 2030 et au-delà - Soumettre à une concentration laser la planification et la budgétisation du prochain exercice biennal (2024-2025) afin d'obtenir un impact maximal. - Maintenir et développer des exemples positifs de renforcement des relations entre le Secrétariat et les Coparrainants. - Déployer un engagement plus fort de la part du Secrétariat pour renforcer les relations avec les coparrainants (i.e. le département des relations extérieures et les procédures opérationnelles standard d'engagement). - Faire un rapport sur les décisions du CCP concernant l'UBRAF, y compris le budget intégré. - Accélérer les efforts de mobilisation des ressources pour financer intégralement l'UBRAF. 	<ul style="list-style-type: none"> - Procéder à un examen à mi-parcours de l'actuelle stratégie mondiale de lutte contre le sida (2021-2026). - Diriger l'élaboration, la coordination et la mise en œuvre d'un programme de durabilité pour la riposte mondiale au VIH - Améliorer la communication pour mettre en évidence la manière dont les Initiatives Stratégiques Mondiales mobilisent une attention politique plus large à travers tous les secteurs et partenariats de la riposte au VIH. - Intensifier les efforts de mobilisation des ressources auprès des donateurs actuels et les efforts visant à diversifier et à élargir la base des donateurs. - Mettre en place un groupe de travail entre le secrétariat et les coparrainants, animé par un intervenant extérieur, afin d'améliorer la communication interpersonnelle et les discussions stratégiques. - Entamer le processus de détermination de la vision à long terme du rôle du Programme conjoint dans la riposte mondiale au VIH à l'horizon 2030 et au-delà, sur la base d'une planification de scénarios fondée sur des données probantes et de discussions plus larges. 	<ul style="list-style-type: none"> - Lancer le processus de consultations pour l'élaboration de la prochaine Stratégie mondiale de lutte contre le Sida et les cibles 2030 (2027-2030). - Produire un aperçu de la vision à long terme du rôle du Programme commun dans la riposte mondiale au VIH à l'horizon 2030 et au-delà, sur la base d'une planification de scénarios fondée sur des données probantes et de larges discussions. - Utiliser la fonction du Bureau d'évaluation pour examiner le rôle complémentaire du Programme commun de l'ONUSIDA dans l'avancement des résultats de la prévention et du traitement du VIH au niveau des pays.

Continuer à prévenir l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels (PSEAH)

Le Secrétariat est d'accord avec la conclusion du MOPAN selon laquelle des progrès importants ont été réalisés pour introduire « des politiques et des procédures renforcées en matière d'exploitation et d'abus sexuels et de harcèlement sexuel » et que les efforts doivent être poursuivis dans ce domaine. Le Secrétariat s'est profondément engagé à continuer à changer, à faire le point, à apprendre et à s'améliorer - en s'assurant qu'il dispose d'une culture institutionnelle alignée sur les valeurs des Nations Unies ainsi que des systèmes et pratiques en place pour respecter les normes les plus élevées de sauvegarde, pour protéger la force de travail de l'ONUSIDA et ceux que nous servons.

Depuis la prise de fonction de la Directrice exécutive en 2019, le Secrétariat n'a pas ménagé ses efforts pour faire de l'ONUSIDA un lieu de travail sûr, égalitaire et responsabilisant, avec une tolérance zéro pour l'exploitation sexuelle, les abus, le harcèlement et d'autres formes d'inconduite. Le Secrétariat a progressé dans le renforcement de sa surveillance en matière de sauvegarde, dans l'amélioration des politiques et des systèmes et dans la transformation de la culture organisationnelle. Concernant cette dernière, le Secrétariat considère la prévention de l'exploitation, des abus et du harcèlement sexuels comme liée à un travail plus large de prévention et de lutte contre la discrimination raciale et d'autres formes de discrimination, d'intimidation et d'abus de pouvoir.

Grâce à la mise en œuvre du *Plan d'action de gestion pour un lieu de travail sain, équitable et propice pour tout le personnel d'ONUSIDA*, approuvé par le CCP en juin 2019, le Secrétariat a :

- Mis en place une équipe juridique et politique des ressources humaines, composée de trois personnes, chargées de conseiller et de soutenir le personnel et les dirigeants, de mener des actions de prévention et de sensibilisation et d'appliquer des procédures disciplinaires et de gestion des conséquences rigoureuses ;
- Renforcé le Bureau d'éthique, conformément aux normes recommandées par le Corps commun d'inspection des Nations Unies, et le Bureau présente son rapport annuel directement au CCP ;
- Établi un leadership interne dédié à la transformation de la culture, aux communications internes, à la santé mentale et au bien-être du personnel ;
- Établi un protocole d'accord élargi avec le Bureau des services de contrôle interne de l'OMS, incorporant des niveaux de service et des objectifs de temps pour l'achèvement des enquêtes ; et
- Approfondi le programme de transformation de la culture dans le Plan d'action de gestion.

L'ONUSIDA continuera à appliquer et à partager les meilleures pratiques sur les questions liées à l'exploitation, aux abus et au harcèlement sexuels au sein et au-delà de l'organisation et à tirer parti des synergies au sein du système des Nations Unies, en poussant et en influençant de manière proactive le système des Nations Unies afin de garantir une tolérance zéro pour l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels.

À l'avenir, l'ONUSIDA s'est engagé à faire progresser les actions primordiales suivantes pour mieux prévenir l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels :

- A. En 2023 et au-delà, l'ONUSIDA **continuera à piloter l'agenda du changement en cours** de manière globale, efficace, inclusive et durable, la responsabilisation des dirigeants et des gestionnaires étant un élément clé. Il s'agit notamment de déployer un leadership et une supervision de haut niveau, notamment en désignant la directrice exécutive adjointe de la branche Politiques, sensibilisation et connaissances de l'ONUSIDA.
- B. En 2024 et au-delà, l'ONUSIDA **poursuivra le travail visant à assurer la sensibilisation, la capacité et le respect de la nouvelle Politique de prévention et de traitement de l'inconduite sexuelle**, qui s'applique à tous les membres du personnel de l'ONUSIDA, au personnel et aux collaborateurs, en notant qu'un accent particulier est mis sur l'atteinte des membres du personnel et des partenaires à l'échelon des pays. Cela inclura de socialiser activement les politiques renforcées et les procédures de signalement (par exemple, la campagne #RESPECT ; la formation et les mises à jour sur les cours PSEAH et Ethics@UNAIDS de l'ONU) en faisant remarquer au personnel que la participation à ces cours est exigée de tous les prestataires de services, partenaires et collaborateurs avant

- l'attribution d'un contrat. Cela garantira une compréhension commune des comportements interdits en matière d'exploitation, d'abus et de harcèlement sexuels, ainsi qu'une connaissance des services d'appui disponibles.
- C. En 2023-2024, l'ONUSIDA **achèvera, par un expert externe, l'examen, en cours de la structure institutionnelle de l'ONUSIDA pour la sauvegarde, la transformation de la culture, la santé mentale et le bien-être, et l'éthique**, et envisagera des recommandations pour optimiser les capacités et les structures, et d'autres actions, y compris des pratiques de gestion et l'élaboration d'un Plan d'action de sauvegarde.
- D. En 2024 et au-delà, l'ONUSIDA **renforcera la conformité en contrôlant tous les prestataires de services, partenaires et collaborateurs par le biais de la** base de données de contrôle ClearCheck des Nations Unies. Il s'agit d'empêcher l'embauche et la réembauche de personnes dont la relation de travail avec une organisation du système des Nations Unies a pris fin parce qu'il a été établi qu'elles avaient commis des actes d'exploitation, d'abus ou de harcèlement sexuels.

Autres considérations relatives à l'évaluation du MOPAN

Dans la formulation de la Réponse de la direction, le Secrétariat de l'ONUSIDA a soigneusement examiné toutes les considérations relevant de son mandat. L'ONUSIDA note que certaines considérations spécifiques de l'évaluation comportent des risques potentiels qui méritent une réflexion plus approfondie. Cela est particulièrement important pour les considérations qui risquent de compromettre la capacité de l'ONUSIDA à faire progresser la Stratégie mondiale de lutte contre le sida par le biais d'une riposte globale et multisectorielle au VIH. Par exemple, dans le climat politique actuel, le fait de considérer que « l'ECOSOC et le CCP de l'ONUSIDA pourraient envisager de retourner à la planche à dessin afin de confirmer la pertinence continue d'une riposte du système des Nations Unies au VIH après 2030 et de revoir son architecture et son modus operandi » pourrait servir à saper l'ONUSIDA, la programmation conjointe des Nations Unies et le modèle unique du CCP pour une gouvernance inclusive au sein du système des Nations Unies.

De même, l'ONUSIDA considère qu'il faut faire preuve de prudence dans la prise en compte de l'évaluation concernant « l'extinction d'éléments du Secrétariat à l'horizon 2030 ("fin du sida en tant que menace pour la santé publique") tout en conservant des fonctions essentielles ». L'ONUSIDA s'est engagé à planifier un scénario qui optimiserait les fonctions essentielles de l'ONUSIDA afin de renforcer le rôle et les performances du Secrétariat et du Programme conjoint à l'horizon 2030 et au-delà.

L'ONUSIDA reste attentive à l'évolution des besoins et des priorités des pays. Comme décrit ci-dessus, l'ONUSIDA continuera à ajuster la Stratégie mondiale de lutte contre le sida, les objectifs, l'UBRAF et la structure institutionnelle du Programme conjoint et du Secrétariat, dans le cadre des paramètres de son mandat établi par l'ECOSOC. L'ONUSIDA reste ouvert à l'idée d'explorer d'autres améliorations d'une manière qui minimise les

risques politiques et maximise l'appui au Programme conjoint et aux pays et communautés que nous servons.

Conclusion

L'ONUSIDA se réjouit d'utiliser le Rapport d'évaluation du MOPAN comme une contribution importante à l'évolution continue du Programme commun et de s'assurer que nous continuons à avoir un impact maximal dans l'appui aux pays et pour les personnes que nous servons. L'ONUSIDA s'est engagé à s'appuyer sur ses points forts reconnus et à continuer d'apporter des améliorations. Nous sommes ravis de tracer le prochain chapitre de la riposte mondiale au VIH avec une coalition diversifiée de parties prenantes - un chapitre dans lequel nous renforçons le rôle de l'ONUSIDA pour garantir que le monde atteigne les objectifs ambitieux fixés pour 2025 et 2030 et qu'il maintienne ces progrès après 2030.

L'ONUSIDA continuera à solliciter les conseils et l'appui des membres du MOPAN pour faire avancer la mise en œuvre des actions prévues dans sa réponse à l'évaluation, en collaboration avec le CCP, les États membres, les communautés, les partenaires et, en particulier, les Coparrainants de l'ONUSIDA. Nous nous réjouissons également de pouvoir compter sur une solidarité soutenue et croissante et sur la confiance des donateurs pour parvenir à un financement complet de l'UBRAF, comme s'y est engagé le CCP.

L'ONUSIDA reste engagé à poursuivre ses efforts d'amélioration et d'excellence. Nous comptons sur l'engagement renouvelé des membres et des partenaires du MOPAN pour soutenir l'ONUSIDA sur cette voie, qui est essentielle pour mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique d'ici à 2030 et pour maintenir ces progrès à l'avenir.